



Samedi 12 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Page

Palestine : a) rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/1985, A/AC.53/L.22, A/AC.53/L.24, A/AC.53/L.25, A/AC.53/L.27, A/AC.53/L.28, A/AC.53/L.29) ; b) aide aux réfugiés de Palestine : rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/1905 et Add.1) [suite]	201
---	-----

Président : M. Selim SARPEN (Turquie).

Palestine : a) rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/1985, A/AC.53/L.22, A/AC.53/L.24, A/AC.53/L.25, A/AC.53/L.27, A/AC.53/L.28, A/AC.53/L.29) ; b) aide aux réfugiés de Palestine : rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/1905 et Add.1) [suite]

[Point 24*]

1. M. EBAN (Israël) fait observer que le débat s'est développé sur un terrain bien connu et a révélé les faits et les sentiments qui, jusqu'à présent, ont retardé la conciliation et en ont gravement compromis les résultats. La délégation d'Israël a cherché en vain des indices de changement : il reste tout à fait évident que la politique des États arabes vise à la destruction de l'État d'Israël. Ces États ont d'abord cherché à parvenir à cette fin par des opérations militaires, alors qu'Israël, dont la constitution en État venait d'être approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies, résistait seul à l'assaut de cinq armées. Les discours des représentants arabes ont rappelé des événements de cette époque et ont montré que le seul regret de ces pays était d'avoir échoué lorsque, sans en avoir été ni blâmés ni punis, ils avaient tenté d'annuler par la force une décision internationale.

2. Il faut commencer par cette guerre décisive si l'on veut étudier la situation qui règne dans le Proche-Orient. Le représentant du Pakistan a prononcé (37^e séance) un discours impressionnant, mais il a omis d'indiquer que le problème des réfugiés de Palestine était la conséquence de la guerre déclenchée par les États arabes. Ces États ne sauraient éluder entièrement la responsabilité de réparer un désastre qu'ils ont provoqué.

3. Passant à l'étude des causes de l'impasse à laquelle en est arrivée la question de Palestine, M. Eban appelle d'abord l'attention de la Commission sur le refus des États arabes de négocier directement avec Israël et affirme de nouveau

que les parties ne se sont jamais réunies sans se mettre d'accord et ne se sont jamais mises d'accord sans se réunir. Le représentant de la Syrie, qui a contesté ce point de vue (35^e séance) a certainement oublié que le problème au sujet duquel il prétend précisément que les négociations ont échoué, c'est-à-dire celui des comptes bloqués, a été discuté à Genève par les parties et qu'un accord est intervenu à ce propos.

4. La deuxième raison de l'échec est que les États arabes refusent à priori de reconnaître qu'Israël est un État et, partant, d'en reconnaître les autorités constituées et les droits souverains. On peut trouver un exemple frappant de ce refus dans le projet de résolution du Pakistan (A/AC.53/L.28) prévoyant la nomination d'un administrateur qui serait en quelque sorte un haut-commissaire économique international en territoire israélien. Il est évident qu'il est impossible de prendre une mesure de ce genre vis-à-vis d'un État souverain.

5. La réalité de l'État d'Israël et les prérogatives dont il jouit de ce fait doivent servir de point de départ à tout progrès dans la voie de la conciliation. C'est la reconnaissance de cette réalité qui, plus que tout autre chose, peut contribuer au succès des procédures de conciliation qui se sont révélées si efficaces dans le passé pour régler les différends entre États.

6. Le refus des États arabes de négocier directement avec Israël ou de reconnaître son statut d'État s'inspire de la conception erronée que, dans le Moyen-Orient, seules les nations arabes ont droit à l'indépendance. Il est injuste que ces États, qui ont eux-mêmes acquis si récemment leur indépendance — c'est là un fait historique — et qui possèdent maintenant tous les centres culturels du monde arabe, refusent à Israël la souveraineté nationale sur la petite région qu'a rendue célèbre l'histoire des anciens Hébreux. Ce droit a été pleinement reconnu par la communauté internationale, dont la décision repose sur des principes de justice historique.

7. Si l'on admet ce fait, il devient évident que la question implique un conflit entre des États souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies. La résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948, qui contient le principe fondamental de la politique des

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Nations Unies selon lequel les différends doivent être réglés par voie d'accord, précise qu'il convient d'abord de rechercher cet accord entre les parties intéressées avant de prendre en considération des propositions de tierces parties.

8. M. Eban ne comprend pas pourquoi le représentant du Pakistan a jugé utile de présenter Israël comme un État créé artificiellement ; Israël est une entité cohérente, et ses habitants sont unis par les liens de la langue, de la culture, de la religion et du sentiment national ainsi que par la conscience de leur unité que deux mille ans de dispersion n'ont pu détruire. Il serait peut-être bien plus utile que les pays d'Asie qui ont de fortes affinités avec les pays arabes proposent leurs bons offices en tant que médiateurs, en acceptant comme prémisses le principe essentiel de l'égalité absolue et de la souveraineté des deux parties.

9. La discussion a porté d'abord sur des notions générales d'histoire et d'équité internationales pour passer ensuite aux aspects particuliers de la question, à savoir les questions territoriales, les intérêts religieux internationaux et le problème des réfugiés arabes.

10. Les questions territoriales entre Israël et les États arabes relèvent des conventions d'armistice. Il n'est pas un pouce de terrain qu'Israël n'occupe sans le consentement de l'autre partie et sans l'autorisation formelle de l'Organisation, et les États arabes, qui ont eu recours à la force, n'ont aucune raison de se plaindre de la situation territoriale qui résulte en grande partie de l'issue des opérations militaires. Les conventions d'armistice établissent, non seulement le tracé des lignes de démarcation qui séparent les forces armées des États rivaux, mais aussi celui des limites de leur juridiction civile. Ces limites ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement mutuel des parties dans le cadre des conventions d'armistice. La résolution 194 (III) de l'Assemblée générale a invité les parties à s'efforcer, après la conclusion des conventions d'armistice, d'étendre la portée de ces instruments afin d'essayer de parvenir à un règlement définitif. Le fait que cette seconde phase ne soit pas encore atteinte ne diminue pas la valeur de la première.

11. M. Eban trouve étrange que les États arabes, qui ont fait la guerre à Israël et revendiquent 95 pour 100 de son territoire, prétendent qu'ils craignent son expansion. Israël propose à ces mêmes États arabes la signature de pactes de non-agression dans lesquels il engagerait son honneur et son prestige internationaux, et le Conseil de sécurité est tenu de prendre des mesures contre la partie qui modifierait les frontières d'armistice sans le consentement de l'autre partie. En outre, trois des membres permanents du Conseil de sécurité ont déclaré qu'ils interviendraient en pareil cas. Israël a également proposé la signature de pactes destinés à renforcer le respect des frontières actuelles par des garanties internationales, soit en les transformant en frontières permanentes, si les deux parties en sont convenues, soit en garantissant les frontières provisoires par une déclaration de non-agression, sans supprimer l'éventualité d'une révision ultérieure par consentement mutuel. Israël a fait toutes ces offres, mais les États arabes les ont refusées ; pourtant, ils n'en prétendent pas moins qu'ils craignent une agression de la part d'Israël.

12. Les représentants qui ont parlé des nécessités économiques qui détermineraient l'expansion d'Israël ont établi de fausses analogies à partir des déclarations de M. Eban. L'Égypte et le Liban ont une population plus dense que celle d'Israël, mais la productivité de leur industrie n'est pas particulièrement élevée. M. Eban espère que, grâce à ses industries qui se développent rapidement et à ses ressources minières récemment découvertes, Israël sera en mesure, dans quelques années, de rivaliser avec les pays

européens auxquels il a été comparé. En toute logique, les États arabes n'ont aucune raison de craindre l'expansion d'Israël ; s'ils la redoutent, ils n'ont pas de meilleur moyen de dissiper leurs craintes que d'accepter les garanties que leur offre Israël.

13. On a fait plusieurs allusions aux intérêts religieux en cause, particulièrement à Jérusalem. La plupart des grands centres religieux sont aux mains des Arabes, et, tandis qu'Israël est prêt à placer sous contrôle international les Lieux saints qui sont situés sur son territoire, au moment où les autres Lieux saints situés dans les régions voisines seraient placés sous le même contrôle, les Arabes n'ont pas indiqué jusqu'ici qu'ils étaient prêts à le faire ; en fait, ils se sont opposés aux efforts qui ont été faits en vue de trouver une solution.

14. La question qui a suscité l'intérêt le plus grand à la Commission a été celle des réfugiés. On semble penser qu'en cette matière la justice et le réalisme s'excluent mutuellement. M. Eban voudrait résumer les éléments de la situation au point de vue politique. En envahissant Israël, les États arabes ont, les premiers, poussé les réfugiés à quitter la Palestine. Cette responsabilité initiale ne les oblige pas à résoudre le problème à eux seuls, mais il ne semble pas qu'ils doivent être exemptés de toute participation à sa solution.

15. L'État d'Israël a, depuis sa naissance, aidé à résoudre l'un des plus tragiques problèmes de réfugiés de l'histoire. Trois cent vingt-cinq mille réfugiés fuyant la persécution nazie en Europe ont été accueillis sur son territoire, et bien d'autres sont venus qui fuyaient d'autres régions, y compris l'Asie et certaines parties du monde musulman, où ils ont, pendant des siècles, été l'objet de mesures de discrimination. Ceux qui sont venus des pays de l'Orient ont dû, très souvent, être hospitalisés, et le fardeau qui pèse sur Israël en a été accru d'autant. Cependant, le pays les a accueillis à bras ouverts, et, en septembre 1951, il avait accueilli un total de 670.000 réfugiés. Les possibilités d'Israël sont limitées ; ses ressources sont limitées plus encore par le blocus que lui imposent les États arabes. Il semble extravagant d'attendre d'Israël qu'il supporte le fardeau des réfugiés arabes de Palestine en plus de celui des réfugiés juifs d'Europe et des États arabes.

16. Ce sont les États arabes qui, avec leurs ressources naturelles considérables et leurs larges territoires, doivent donner au sentiment familial qu'ils éprouvent pour les réfugiés une expression plus concrète que de simples déclarations de propagande prononcées dans une commission. S'ils étaient prêts à accepter les réfugiés arabes, dans le même esprit qu'Israël a manifesté en acceptant les réfugiés juifs, au lieu de les maintenir dans les camps et d'insister pour qu'ils retournent en Palestine, le problème cesserait d'exister.

17. M. Eban suggère que la Commission examine, à la lumière des événements des quatre dernières années et de l'insuccès des efforts tentés pour résoudre le problème international ou pour le rendre moins tragique, l'affirmation du représentant de l'Égypte (34^e séance) selon laquelle le fardeau du problème des réfugiés devrait retomber sur l'Organisation des Nations Unies et sur Israël, tandis que les États arabes, qui ont créé le problème, qui sont en mesure de le résoudre et qui portent la responsabilité morale de leurs frères réfugiés, ne feraient aucune contribution.

18. Le rapport de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (A/1905 et Add.1) propose que les réfugiés soient accueillis le plus rapidement possible dans la vie politique et économique

des pays dans lesquels ils ont trouvé refuge. Israël est parfaitement disposé à soulager la communauté internationale de la charge financière des 21.000 réfugiés arabes qui se trouvent sur son territoire et à les intégrer politiquement et économiquement. Israël s'est engagé de plus à dédommager, pour la terre qu'ils ont abandonnée, les réfugiés qui ont définitivement quitté son territoire. La Commission de conciliation a admis avec Israël qu'une estimation globale de la valeur de ces biens était conforme aux usages internationaux établis. Le principe d'un dédommagement forfaitaire a été admis pour les biens abandonnés à la suite des échanges de population qui ont eu lieu entre la Grèce et la Turquie, entre la Bulgarie et la Roumanie, entre l'Inde et le Pakistan. En conséquence, on devrait procéder à une évaluation forfaitaire, s'entendre sur la proportion dans laquelle Israël peut payer, et déterminer par accord international les conditions de paiement.

19. La reprise de relations politiques et économiques normales entre les États intéressés accroîtrait les chances de résoudre le problème des réfugiés et d'établir la paix et la stabilité dans le Moyen-Orient. Israël ne demande pas à être reconnu par les États arabes. Ces États sont libres d'exercer à leur discrétion ce droit souverain. Mais des accords ne sont réalisables qu'entre des États qui ont encore des relations. Ceux qui refusent d'avoir des relations doivent répondre de leur attitude intransigente.

20. Israël est désireux de voir une certaine harmonie régner entre les États arabes et lui, non parce que cette harmonie est indispensable à son existence ou à sa puissance économique et politique, mais parce que, dans une pareille atmosphère, les problèmes de la région tout entière pourraient être traités pour le plus grand bénéfice de tous les intéressés. L'État d'Israël est en vérité un phénomène unique : il est apparu à un moment très défavorable de l'histoire du peuple juif, dans une région où il est entouré de voisins hostiles et dans un monde qu'agitent de graves différends. Ses droits naturels au statut d'État ont été renforcés par un assentiment international préalable. Mais des charges extrêmement lourdes pèsent sur lui.

21. Israël est en train d'établir une démocratie dans une région du monde où les idéals et les principes démocratiques sont encore peu connus. Il fonde les éléments hétérogènes du pays en une unité sociale et économique. Il cherche à créer un lien spirituel entre l'Israël d'autrefois et celui d'aujourd'hui et une économie sociale équilibrée, libérée du féodalisme qui a longtemps fait obstacle au progrès économique du Moyen-Orient. Grâce aux techniques scientifiques modernes, il fait de gigantesques efforts pour industrialiser et exploiter au maximum ses ressources naturelles.

22. Le peuple juif s'est attelé à cette tâche extrêmement difficile au moment précis où il est plus faible, après l'agonie qu'il a endurée au cours de la deuxième guerre mondiale. Cependant le moment où il est le plus faible est aussi celui de sa plus grande exaltation et de sa plus grande fierté. Il est reconnaissant aux pays qui l'ont aidé à supporter ses lourdes charges. Grâce à ses sacrifices continuels et à la sympathie que suscitent ses efforts à travers le monde, il maintiendra et développera l'État d'Israël.

23. Cependant, la région entière pourrait être développée plus rapidement et avec de plus grands avantages pour ceux qui sont directement intéressés et pour le monde si l'œuvre était accomplie en coopération avec les États voisins. Ceux-ci pourraient alors se consacrer plus librement à leurs graves problèmes sociaux, économiques et culturels. Israël souhaite bonne chance aux peuples arabes dans les efforts qu'ils font pour résoudre ces difficultés et espère qu'ils profiteront de sa propre expérience. Mais ils doivent

être préparés, suivant l'exemple d'Israël, à prendre leur part de responsabilité en ce qui concerne les problèmes nés de la guerre entre Israël et les pays arabes. Israël est disposé à les aider au maximum.

24. L'Assemblée générale devrait inviter les parties à prendre leurs responsabilités. Elle devrait provoquer une nouvelle tentative de conciliation et rompre avec les échecs du passé. Les méthodes de conciliation ne devraient pas dépendre de solutions qui, à l'expérience, se sont révélées malheureuses.

25. M. AL-JAMALI (Irak) souligne que la différence fondamentale entre l'attitude des États arabes et celle d'Israël, dans le conflit de Palestine, c'est que les deux parties n'abordent pas le problème sous le même angle moral, parce qu'elles n'ont pas la même conception du bien et du mal. L'attitude d'Israël, qui a chassé de leurs foyers les habitants légitimes de la Palestine et demande qu'ils cherchent refuge dans les pays arabes voisins, porte atteinte aux principes moraux les plus élémentaires. Tant qu'Israël n'aura pas reconnu pleinement le droit des réfugiés arabes à disposer d'eux-mêmes, conformément aux principes de la Charte, il sera impossible de parvenir à un règlement pacifique au Moyen-Orient.

26. Passant en revue les événements qui sont à l'origine de la situation critique actuelle, M. Al-Jamali rappelle que le mouvement terroriste sioniste contre les Arabes de Palestine a été déclenché avant l'expiration du Mandat britannique, et avant l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 181 (II), en date du 29 novembre 1947, relative au partage de la Palestine ; c'est là le fait essentiel. Ce mouvement avait eu pour point de départ la Déclaration Balfour de 1917, que l'on a artificieusement fait accepter par les Arabes avec la complicité des grandes Puissances en leur donnant l'assurance qu'elle ne portait en rien atteinte aux droits naturels qu'ils possédaient sur leurs foyers et leurs biens. En fait, le mouvement d'élimination des nationalistes arabes de Palestine s'est intensifié entre les deux guerres ; des villages arabes ont été détruits et leurs habitants massacrés. Enfin, les États arabes ont été contraints d'envoyer leurs armées en Palestine pour sauver leurs frères d'une destruction certaine aux mains de terroristes sionistes bien armés et bien organisés.

27. Les États arabes sont donc intervenus poussés par la nécessité de se défendre, et sans aucune intention d'anéantir le peuple juif ; ce dernier appartient, en effet, à la même famille ethnique que les Arabes, et plusieurs milliers de Juifs ont vécu pendant des siècles dans la paix et la concorde avec leurs voisins arabes. Au cours de la guerre qui a suivi l'intervention des États arabes, les succès d'Israël ont été politiques plutôt que militaires, car ses armées ont été ravitaillées de l'extérieur, tandis que l'embargo a été placé sur les envois d'armes aux pays arabes. La victoire d'Israël a été consolidée par les manœuvres de certains groupes qui ont fait pression sur les gouvernements, à Londres ou à Washington, mais elle n'a jamais été sanctionnée par la volonté librement exprimée de la communauté internationale. De même, ce sont les exigences de la politique de puissance plutôt que les principes de la justice et de l'équité qui ont déterminé le vote des délégations qui ont appuyé le partage de la Palestine.

28. Se référant à la déclaration de M. Eban, le représentant de l'Irak fait observer que, s'il est vrai que l'éveil du nationalisme est un phénomène nouveau dans le Moyen-Orient, les Arabes ont vécu avec les Turcs, à l'époque de l'Empire ottoman, dans le cadre d'une association libre, qui leur assurait une pleine égalité de droits. D'autre part, lorsque le représentant d'Israël déclare que les frontières territoriales de l'État d'Israël ont été fixées à la suite d'opérations

militaires, il ne tient aucun compte des articles des conventions d'armistice qui réservent en termes explicites les droits des Arabes sur leurs propres terres et la légitimité de leurs revendications. Les Nations Unies ne peuvent certainement pas considérer comme définitives des limites territoriales imposées par la force. De plus, la menace d'une expansion sioniste persiste ; les partis sionistes d'Israël ont manifesté des ambitions de cet ordre. Les États arabes, au contraire, n'ont pas d'aspirations analogues ; ils cherchent seulement à faire rendre à leurs frères de Palestine les droits inaliénables dont on les a frustrés. Enfin, l'accusation suivant laquelle les Juifs seraient victimes de mesures discriminatoires dans les pays arabes d'Asie est dénuée de tout fondement. En Irak, les Juifs jouissent d'un niveau de vie élevé et représentent une grande force sur le plan économique.

29. Il faut que le Gouvernement d'Israël soit, sans équivoque aucune, tenu responsable de la tragique situation des réfugiés arabes de Palestine. Tant que ce gouvernement ne se montrera pas disposé à donner suite à la décision des Nations Unies reconnaissant aux réfugiés arabes le droit absolu de retourner dans les régions de la Palestine qui ont été attribuées aux Arabes par le plan de partage, toutes négociations directes entre les parties demeureront sans objet. Aussi longtemps qu'Israël persistera avec arrogance à traiter les réfugiés comme une masse irresponsable, cet État devra subir les conséquences d'un ostracisme auquel il s'est lui-même condamné, et il ne pourra espérer s'assurer la bienveillance des Arabes. En dépit de tous les liens de parenté qui les unissent aux réfugiés arabes, les États arabes ne peuvent demander à ces réfugiés de renoncer à leurs droits. De plus, c'est aux gouvernements arabes seuls qu'il appartient de déterminer dans quelle mesure ils peuvent absorber des réfugiés ou les aider financièrement. La fuite des Arabes de Palestine n'a pas eu un caractère volontaire et ne saurait se comparer aux échanges de populations qui ont eu lieu, par exemple, entre l'Inde et le Pakistan. Il ne peut être question d'amoindrir le droit qu'ont les réfugiés qui décident de ne pas rentrer en Palestine d'obtenir une juste compensation pour les biens qu'ils abandonnent. On ne peut disposer de leurs terres contre un prix nominal, comme il est suggéré dans l'évaluation extrêmement partielle qu'a soumise l'expert en matière de compensation de la Commission de conciliation.

30. L'attitude conciliante des gouvernements arabes a été clairement mise en lumière par les propositions qu'a récemment présentées le représentant de la Syrie à l'occasion d'une conférence de presse. Ce représentant a proposé la création, sous les auspices des Nations Unies, de trois comités mixtes, qui seraient réunis par le Président de l'Assemblée générale aussitôt que possible au cours de la présente session. Chaque comité comprendrait des représentants de l'une et l'autre partie et devrait s'occuper de la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale se rapportant au problème particulier dont il serait chargé. C'est ainsi que le comité chargé du statut de Jérusalem élaborerait des mesures en vue de l'internationalisation, de la démilitarisation et de la neutralisation de la Ville sainte conformément aux dispositions du statut adopté par le Conseil de tutelle à sa 80^e séance (A/1286, annexe II). Le Secrétaire général pourrait demander au Pape de désigner le premier Gouverneur de Jérusalem. Le comité chargé des réfugiés prendrait des mesures immédiates en vue d'assurer le rapatriement ou l'indemnisation des réfugiés ; il s'occuperait de régler les questions relatives aux pertes de propriété et aux dégâts matériels, de faire débloquer les avoirs gelés et de favoriser le relèvement social et économique des réfugiés. Enfin, le troisième comité mixte élaborerait les mesures nécessaires pour restituer aux Arabes les divers

territoires, actuellement occupés par Israël, qui ne lui ont pas été attribués aux termes de la résolution relative au partage de la Palestine. Si Israël jugeait ces propositions acceptables, les gouvernements arabes seraient aussitôt invités à désigner des représentants qui siègeraient au sein de ces divers comités.

31. Seul un règlement de la question qui reconnaîtra, dans son principe essentiel, que les droits des Arabes ne peuvent pas être annulés par les conquêtes militaires et que l'ensemble de la Palestine est sacré aux yeux des fidèles des trois grandes religions mondiales assurera au Moyen-Orient une paix durable. L'occupation de la Palestine par les Juifs ne serait pas tolérée longtemps. Musulmans et chrétiens ne sauraient rester indifférents tandis que ce foyer de leur vie spirituelle se transformerait en un centre de matérialisme, de nationalisme enragé et de conflits du travail.

32. C'est à tort que le projet de résolution présenté par les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Turquie (A/AC.53/L.22) déclare que c'est aux États arabes et à Israël qu'il appartient au premier chef de s'entendre pour régler la question de Palestine. Ce sont au contraire l'Organisation des Nations Unies, auteur de la résolution relative au partage, et Israël qui doivent se partager cette responsabilité. Les Arabes ont consenti toutes les concessions que l'on pouvait raisonnablement attendre d'eux. Ils ne pourront envisager de reconnaître l'État d'Israël que lorsque cet État aura prouvé qu'il est disposé à respecter les droits de l'homme, la Charte et les décisions de l'Assemblée générale. Les grandes Puissances qui ont encouragé l'idéal sioniste pourraient faciliter un règlement de la question par l'entremise des Nations Unies. Les pouvoirs de la Commission de conciliation devraient être renforcés et le nombre de ses membres accru. Certes, l'Irak éprouve le plus grand respect pour les trois représentants qui composent la présente Commission, mais il estime qu'ils se sont laissés indûment influencer par l'obstination d'Israël. La Commission élargie devrait rechercher une solution qui s'élève au-dessus des intérêts étroits des Juifs et des Arabes et soit conforme aux exigences de la justice et du respect des droits de l'homme.

33. M. JESSUP (États-Unis d'Amérique) déclare que les auteurs du projet de résolution commun ont accepté les amendements du Canada figurant dans le document A/AC.53/L.27. Le texte ainsi amendé peut donc être considéré comme la nouvelle version officielle du projet commun.

34. Les auteurs accueillent favorablement la suggestion du représentant du Canada visant à simplifier le texte initial du projet de résolution commun en supprimant les dispositions qui pourraient donner lieu à controverse et ne présentent pas une utilité directe et essentielle. Ils reconnaissent également que l'un des facteurs essentiels est le maintien de la Commission de conciliation, agissant conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, et c'est pourquoi ils ont rappelé ces résolutions dans le premier alinéa du préambule, qui figure dans l'amendement du Canada. Ils estiment que la clause figurant au paragraphe 6 du dispositif doit également être conservée ; le transfert du siège de la Commission de conciliation au siège de l'Organisation permettrait à la Commission de rester en contact étroit avec les représentants de tous les gouvernements intéressés et symboliserait la persistance et la profondeur de l'intérêt que les Nations Unies portent à cette question. Il convient également de conserver, dans le texte de la résolution, le jugement favorable porté sur les efforts de la Commission de conciliation qui se trouve au paragraphe 2 du dispositif. Bien que certains représentants aient souligné leur désaccord avec la Commission en ce qui concerne certaines des conclusions de cette dernière, les représentants du Liban, d'Israël et d'Irak ont tous, sous une forme ou sous une autre, rendu hommage à son activité.

En tout cas, certaines des critiques formulées à l'égard de la Commission de conciliation pourraient être dues à une interprétation erronée de ses propositions.

35. La mention du paragraphe 86 du rapport de la Commission qui figure au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution commun peut aisément être supprimée, car la discussion a montré que les opinions à son sujet sont vraiment trop partagées. L'idée selon laquelle c'est aux gouvernements intéressés qu'incombe la responsabilité principale, mais non pas (il convient de le souligner) la responsabilité exclusive d'aboutir à un accord, a été judicieusement liée, dans les amendements du Canada, à l'idée qu'il est nécessaire que la Commission de conciliation reste à la disposition des parties ; les paragraphes 5 et 6 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale indiquent clairement qu'un accord doit être réalisé entre les parties intéressées, mais que l'Organisation des Nations Unies a également intérêt à en favoriser la réalisation. L'addition proposée par la délégation du Canada au paragraphe 4 du dispositif constitue simplement un rappel des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. On a estimé inutile de conserver le paragraphe 5 du dispositif original, car, aux

termes du paragraphe 12 de la résolution 194 (III), la Commission de conciliation a toujours eu le droit de désigner, à sa discrétion, un ou plusieurs représentants.

36. Le projet de résolution commun ainsi amendé reflète les opinions de tous ses auteurs ; il faut espérer qu'il sera adopté dès que possible, afin que la Commission politique spéciale soit en mesure de prendre des mesures rapides au sujet des problèmes urgents que pose la situation des réfugiés de Palestine. Le fait que la délégation des États-Unis n'ait pas encore exposé pleinement son opinion à ce sujet ne doit pas naturellement être interprété comme traduisant un manque d'intérêt à l'égard d'une question à laquelle le Gouvernement et le peuple des États-Unis ont toujours porté un intérêt particulier ; ce silence provient uniquement du désir de se conformer à la proposition faite par le Président d'examiner séparément le rapport de la Commission et le problème de l'assistance aux réfugiés de Palestine. M. Jessup réserve le droit de sa délégation de présenter ultérieurement des observations au sujet des trois projets de résolution dont la Commission est saisie.

La séance est levée à 13 h. 30.